

# Des pesticides made in Grenoble ?

*La société Isochem, basée sur la plateforme chimique du Pont-de-Claix, produit des pesticides. Que sait-on de la dangerosité de ces substances ? Est-il possible de mener des actions juridiques pour lutter contre ce type de productions ? De manière générale, où en est-on de l'usage des pesticides en France et des manières de réduire leur utilisation ? L'association Les Renseignements Généreux ont rencontré François Veillerette, journaliste, co-auteur de Pesticides, révélations sur un scandale français (éditions Fayard) et porte-parole de l'association Générations futures.*

**Les Renseignements Généreux : Que savez-vous du Fosetyl, de l'Oxadiazon, du Diuron et du Chlorpropham, quatre pesticides qui, selon nos informations, sont produits sur la plateforme chimique de Pont-de-claix, à quelques kilomètres au sud de Grenoble ?**

*François Veillerette* : Le Fosetyl Al est un fongicide autorisé dans l'Union Européenne depuis 2006 et utilisé en France sur diverses cultures dont les agrumes, l'artichaut, l'aubergine, le concombre, les radis ou encore la vigne pour lutter contre certaines maladies cryptogamiques comme le mildiou ou en traitement du sol. C'est une substance nocive pour l'environnement, elle est notamment toxique pour les organismes aquatiques et peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique.

L'Oxadiazon est un herbicide inhibiteur de l'enzyme ppo (protoporphyrène oxydase) conduisant à la synthèse des chlorophylles. Il est autorisé dans l'Union Européenne depuis 2008 et utilisé en France pour désherber les pépinières, les plantations, les vergers de pommiers et de pruniers. Il est aussi utilisé sur certaines grandes cultures comme le soja ou le tournesol. Cette substance est aussi nocive pour l'environnement, elle est considérée comme très toxique pour les organismes aquatiques. En outre, selon les données de l'US-EPA, c'est un cancérigène possible et un toxique du développement.

Le Diuron est également un herbicide inhibiteur de la photosynthèse, autorisé dans l'Union Européenne depuis 2008. En France, cet herbicide n'a pas d'usage autorisé et c'est tant mieux, car en plus d'être nocif pour l'environnement, très toxique pour les organismes aquatiques, on lui attribue des effets cancérigènes suspectés. On le suspecte également d'être toxique pour le développement et d'être un perturbateur endocrinien.

Quant au Chlorprophame, c'est un herbicide de la famille des carbamates. Il est autorisé depuis 2007 dans l'Union Européenne et en France pour des cultures aussi diverses que le poireau, la pomme de terre ou certaines salades. Tout comme les trois autres substances, il est nocif pour l'environnement et considéré comme toxique pour les organismes aquatiques, pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique. Il est aussi suspecté d'avoir des effets cancérigènes (classé 3 par le Centre International de Recherches sur le Cancer).

Bref, ces substances, si elles sont bien produites à la plateforme chimique du Pont-de-claix, sont loin d'être anodines.

## **L'association Générations Futures a-t-elle déjà mené des actions juridiques ou contestataires vis-à-vis d'une usine de production de pesticides ? Quels sont les leviers d'actions possibles ?**

Nous avons déjà fait des actions contre des entrepôts de stockage en 2005 et 2006, l'un parce qu'il avait pris feu, l'autre parce qu'il devait s'installer près de zones habitées. Dans les deux cas nous avons dénoncé les risques encourus par la population et l'environnement, en participant à des débats publics avec des élus, en écrivant aux préfets, en rendant visibles et médiatiques les situations, en collaborant à l'organisation de collectifs locaux, ou encore en soutenant un dépôt de plainte pour mise en danger de la vie d'autrui.

Il serait tout à fait envisageable de mener des actions de ce type, juridiques ou contestataires, vis-à-vis d'une usine de production de pesticides surtout que, depuis, les effets négatifs des pesticides ont été de plus en plus reconnus. En témoigne par exemple la publication récente du rapport de l'INSERM sur les pesticides<sup>1</sup>. Par ailleurs, il est de plus en plus aisé de démontrer l'exposition indirecte de la population à ces toxiques, soit en faisant des analyses de végétaux ou de sol, soit en faisant des analyses biologiques, notamment à partir de prélèvements de cheveux comme nous l'avons fait dans notre enquête APACHE<sup>2</sup>.

### **Quel était l'objet de cette enquête ?**

Cette enquête portait sur des salariés viticoles ne manipulant pas les pesticides et des riverains de vignes traitées chimiquement. Nous avons pu, à partir de simple mèches de cheveux, montrer que ces populations étaient exposées aux pesticides spécifiquement épanchés dans les vignes, contrairement à notre population témoin qui elle vivait éloignée de toutes vignes "conventionnelles". Cette enquête a eu un fort retentissement médiatique. Nous savons que depuis notre enquête les autorités envisagent de telles études et s'interrogent sur comment diminuer ces sources d'expositions des populations riveraines.

### **Depuis le lancement de l'association Générations Futures, avez-vous le sentiment d'une prise de conscience et d'une évolution au sein des milieux paysans ? Qu'en est-il en particulier de la position des syndicats agricoles, FNSEA, Coordination rurale et Confédération paysanne ?**

Il est certain que depuis une dizaine d'année nous notons une forme de prise de conscience à tous les niveaux, citoyens, décideurs, agriculteurs, etc. Avant les années 2000, il y avait une négation du risque pour la santé du fait d'une exposition aux pesticides. Négation mêlée d'ignorance souvent, du milieu agricole en général et de son syndicat dominant en particulier, mais négation aussi des autorités, ou plutôt minoration des risques. Pendant des années, les agriculteurs malades vivaient dans la honte. Soit par réelle ignorance, soit par peur d'être montré du doigt voire ostracisé, ils n'osaient dire que leur maladie pouvait être le fait des pesticides. Avouer ou s'avouer que les pesticides pouvaient être la cause de leur maladie remettait en cause la manière dont ils travaillaient. Il y avait aussi le choc de se rendre compte qu'en s'empoisonnant ils avaient peut-être aussi empoisonnés les leurs et les citoyens alentours.

### **Qu'est-ce qui a changé depuis ?**

Très certainement plusieurs facteurs convergents. Il y a une meilleure connaissance des risques du fait de la diffusion, notamment par les associations environnementales, des études démontrant les conséquences néfastes pour l'environnement et la santé des pesticides. Il y a la médiatisation des agriculteurs malades des pesticides, notamment au travers de documentaires comme les films de JP Jaud, MM Robin ou encore E Guéret<sup>3</sup>. Le Grenelle de l'environnement a également joué un rôle non négligeable dans cette évolution. On a beaucoup critiqué ce processus "démocratique", et à juste titre parfois, mais on doit aussi lui reconnaître des avancées. Ce processus a fait tomber plusieurs tabous : primo on officialisait, pour la première fois, par la voix du Président de la République, que les agriculteurs étaient les premières victimes des pesticides. Secundo il fallait, si on voulait prendre le problème au sérieux, réduire l'usage de ces toxiques ainsi qu'exclure les substances les plus nocives.

<sup>1</sup> <http://www.generations-futures.fr/pesticides/pesticides-sante-expertise-inserm/>

<sup>2</sup> <http://www.generations-futures.fr/pesticides/lenquete-apache-analyse-de-pesticides-agricoles-dans-les-cheveux/>

<sup>3</sup> <http://www.generations-futures.fr/pesticides/la-mort-est-dans-le-pre/>

## **Vous avez le sentiment qu'il y a un "avant" et un "après" Grenelle, concernant les pesticides ?**

Avant le Grenelle, il était inconcevable d'évoquer la réduction des pesticides. Réduire de 50% l'usage de ces produits, c'est devoir faire évoluer en profondeur les pratiques agro-industrielles, s'éloigner de la chimie et revenir sur les bases de l'agriculture : l'agronomie. Avant ce tournant, les industriels, en complicité avec l'Etat, et surtout le Ministère de l'Agriculture, ainsi que le syndicat agricole dominant, voulait gérer le risque en tentant de le réduire. En gros cela signifiait régler mieux son pulvérisateur, stocker dans un endroit "sûr" les produits, porter des équipements de protection, qui ont le sait protège mal... Bref faire la même chose qu'avant, mais en essayant de le faire "proprement". Le Grenelle a eu pour intérêt de faire prendre conscience que maintenir le système en l'état, en gérant à la marge les risques, n'allait rien modifier en profondeur. Il a permis aussi de faire sortir de l'INRA des chercheurs qui travaillaient sur des modèles alternatifs s'appuyant avant tout sur l'agronomie et aussi de donner un peu plus de respiration à l'Agriculture Biologique.

Cela étant posé, il fallait ensuite transformer les intentions en actes, et là les choses se sont un peu compliquées... Comment faire passer d'un modèle dominé par le tout chimie depuis 50 ans à un modèle sans chimie, ou avec des apports fortement réduits, le tout en 10 ans ! D'autant que même si certains agriculteurs malades ont pris conscience des risques liés aux pesticides, et ont porté leur envie de faire évoluer leur pratique, le milieu agricole dans son ensemble a lui assez peu évolué. L'exception est la Confédération paysanne, qui depuis des dizaine d'années, notamment sur le dossier des semences enrobées, a su dénoncer les risques liés aux pesticides et aux OGM. Cependant l'inertie du milieu agricole reste importante et les résistances tenaces. Il faudra très certainement attendre que les nouvelles générations, formées à d'autres pratiques, prennent le relais et imposent un modèle plus respectueux de l'homme et de son environnement. On commence d'ailleurs à voir poindre sur ce point des dissensions entre la FNSEA et sa progéniture les JA. En attendant, il faut continuer à dire sans relâche que ces produits tuent, que ces pratiques intensives ne sont pas durables, et que seule l'agro-écologie, dans le sens de l'agriculture biologique, peut nourrir le monde.

## **Quels sont pour vous les grands enjeux concernant le problème des pesticides dans les années à venir ?**

Les enjeux sont de plusieurs ordres. Ils relèvent à la fois de la sécurité des personnes exposées de manière directes et indirectes, de la protection de l'environnement et de sa dépollution, de la modification des pratiques de la filière agricole et agro-alimentaire dans son ensemble et de l'information/formation de tous les citoyens sur les risques liés à ces toxiques.

Pour relever les deux premiers défis, il faudra bien sûr exclure du marché les substances nocives pour l'Homme et son environnement. Il y a en discussion actuellement, au niveau national et européen, la question des perturbateurs endocriniens (PE). Beaucoup de pesticides sont ici concernés. Il sera nécessaire de demander à nos dirigeants d'exclure tous les pesticides PE. A l'heure actuelle le risque est grand de voir mis ou laissé sur le marché des pesticides PE si on considère que le risque est acceptable ! Or avec les PE, aucun risque n'est acceptable, car même à très faible dose les conséquences pour l'environnement et la population, notamment pour les plus vulnérables que sont les enfants ou les femmes enceintes, peuvent être importantes. Nous allons assidûment travailler sur ce sujet avec des partenaires nationaux et européens. Nous l'avons déjà fait en publiant deux enquêtes – EXPPERT 1 et 2 - qui pointent l'ampleur de notre exposition à ces pesticides PE<sup>4</sup>.

Il faudra aussi envisager de limiter l'exposition des populations et protéger les populations vivant à proximité de zones cultivées chimiquement, notamment en mettant en place des zones tampons non pulvérisées le long de leurs habitations ou des écoles se trouvant au milieu des champs. Nous allons activement travailler sur ce sujet dans les mois à venir.

Pour ce qui est de faire évoluer le milieu agricole, il sera nécessaire de réduire la dépendance aux pesticides de manière générale en plus de réduire leur toxicité et donc renforcer le plan Ecophyto, en maintenant le cap de la réduction de 50% des usages. Pour cela il faudra encourager fortement les agriculteurs qui font de réels efforts, avec de la formation, des aides, et affaiblir le système en taxant plus fortement les pesticides de synthèses,

---

<sup>4</sup> <http://stop-aux-pe.weebly.com/>

notamment ceux dont la dangerosité est suspectées. En parallèle, il faudra bien sûr soutenir fortement une agriculture biologique et locale. La filière bio, notamment les PME qui travaillent dans ce secteur, est aujourd'hui mise en péril par les "superstructures" qui rachètent et concentrent tous les moyens de productions dans les mains d'actionnaires peut soucieux de la qualité des produits. Il faut donner les moyens à ces structures à taille humaine de vivre. En attendant, il faut démontrer que faire sans pesticides, c'est possible. C'est ce que nous tentons de faire chaque année lors de la Semaine pour les alternatives aux pesticides<sup>5</sup> qui se tient du 20 au 30 mars partout en France, mais aussi dans d'autres pays d'Europe ou même en Afrique.

### **Quels arguments utilisez-vous pour sensibiliser les paysans qui utilisent des pesticides ?**

Nous n'abordons pas les agriculteurs de manière frontale, en les acculant et en les accusant de tous les maux. Il n'est pas question pour nous de les pointer du doigt, sauf s'ils se mettent dans l'illégalité, ce qui est autre chose. Ce que nous souhaitons, c'est qu'ils prennent conscience des limites et dangers sanitaires mais aussi économiques du modèle dans lequel on tente de les enfermer, que les intérêts des firmes agro-chimiques, de l'agro-alimentaires et de certaines catégories "d'agri-manager" ne sont pas leurs intérêts, qu'ils ne faut pas qu'ils confondent rentabilité à l'hectare et rentabilité de l'exploitation. Cela passe par un rapprochement en douceur et donne ensuite lieu à de belles réalisations comme le congrès que nous avons organisé en 2012 sur le thème "*Pesticides et santé : quelle voies d'amélioration possible*"<sup>6</sup>. En prenant le thème de la santé, nous les avons fait venir à nous et nous avons pu ensuite les faire participer à des ateliers techniques mettant en avant des modèles alternatifs à l'agriculture chimiquement intensive.

Nous pensons que tout comme nous, la plupart des agriculteurs "intensifs" sont victimes d'un système qui les dépassent. Ceci-dit, nous pensons aussi qu'on a toujours le choix. Il est possible de faire des erreurs, de se tromper de chemin, le tout est de savoir le reconnaître et d'essayer de voir comment faire autrement. Renoncer à ce que l'on croyait, ce n'est pas forcément revenir en arrière, mais au contraire progresser vers un changement plus profitable pour eux et globalement pour la société.

### **Plus d'infos**

**Association Générations Futures**

<http://www.generations-futures.fr/>

**Retrouvez ce texte et bien d'autres sur [www.plan-g.info](http://www.plan-g.info)**

<sup>5</sup> <http://www.semaine-sans-pesticides.fr/>

<sup>6</sup> <http://www.congrespesticides.org/>